**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse
**Band:** 121 (1976)
**Heft:** 10

**Artikel:** Faiblesse sur le front central - oui : mais mesures radicales - non
**Autor:** Meacham, James
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-344047

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 09.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Faiblesse sur le front central - oui mais mesures radicales - non [1]

**par James Meacham**

Aujourd'hui l'OTAN pourrait sans doute bloquer une attaque du Pacte de Varsovie dans une guerre conventionnelle dans la région centrale de l'Europe. Ses forces sont suffisantes, bien que pas aussi importantes qu'elles devraient l'être; son équipement est meilleur, bien que pas aussi perfectionné qu'il devrait l'être étant donné les sommes qui y sont consacrées, et son dispositif est pour le moins adéquat, sinon idéal. Ses principales faiblesses sont une nette supériorité du Pacte de Varsovie en nombre de chars de bataille principaux et l'emplacement de ses lignes de communications qui sont trop proches du front.

Ces vues sont sujettes à controverse; certaines d'entre elles s'opposent aux opinions conventionnelles en la matière, qui se sont en grande partie édifiées au cours des ans en étant rarement mises en cause et qui ont maintenant acquis force de loi, en vertu de leur seule ancienneté. Deux raisons font qu'il est difficile de les contester: tout d'abord les arguments comportent assez d'éléments impossibles à quantifier pour que toute conclusion puisse pencher de l'un ou l'autre côté sous l'effet de jugements de valeur et, en second lieu, l'on a tendance, dans toutes les sociétés démocratiques, à représenter l'ennemi sous les traits d'un ogre, pour faire approuver le budget de l'année suivante. Mais crier ainsi au loup au long des années fait que nombreux sont ceux qui commencent à croire à la réalité de la menace, et crée un complexe d'infériorité collectif qui peut être dangereux lorsqu'il commence à donner une suite irréaliste aux décisions, en particulier à celles concernant l'initiative d'utiliser les armes nucléaires.

En termes d'effectifs militaires, il est difficile de soutenir que l'Ouest soit fortement inférieur au Pacte de Varsovie. L'effectif des forces de l'OTAN dont on peut raisonnablement penser qu'il serait disponible pour combattre sur le front central (y compris les forces terrestres fran-

[1] Cette étude a été tirée de la « Revue de l'Otan », octobre 1975, et reproduite avec l'autorisation de la Rédaction.

çaises et les forces américaines et britanniques effectivement déployées sur le continent) est en fait supérieur à l'effectif des forces du Pacte de Varsovie dans la région (forces des pays de la région centrale de l'Europe plus forces soviétiques déployées). Selon les estimations, cet effectif serait légèrement inférieur (dans la proportion de 1,4 million à 2 millions environ) à l'effectif du Pacte de Varsovie, après 60 jours de mobilisation (dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de pertes). Selon une définition de la puissance de combat au sol — elle-même sujette à controverse — l'OTAN est en état d'infériorité, ses forces de ce type variant entre 75 % de celles du Pacte de Varsovie en temps de paix et 60-65 % après la mobilisation.

Ces chiffres signifient, entre autres choses, que le Pacte de Varsovie dispose, à partir d'un nombre donné d'hommes, de plus de « combattants » que ne le fait l'OTAN. Ce rapport entre les forces de l'avant et les services de l'arrière a fait l'objet de maintes discussions, pas toujours bien documentées. Le taux inférieur de l'OTAN n'est pas entièrement dû à la tendance plus bureaucratique des organismes militaires occidentaux, bien que ce soit là un des éléments du problème. Les principales raisons en sont que les armées alliées comportent d'importants services logistiques et services d'entretien — d'où leurs caractéristiques d'endurance — alors que les armées du Pacte de Varsovie sont structurées, équipées et organisées en vue d'opérations offensives rapides. C'est cette situation, plus que l'évaluation de leur supériorité numérique, qui devrait susciter des inquiétudes à l'Ouest. Mais ce sont les nombres qui attirent l'attention.

Bien que la supériorité numérique du Pacte de Varsovie soit nette, elle n'est nullement écrasante. Si le Pacte réussissait à concentrer une force supérieure, dans le rapport de 3 ou 4 pour 1, dans une région réduite, il pourrait très probablement réaliser une percée. Mais on peut présumer que les commandants de l'OTAN prendraient des mesures pour établir l'équilibre. Et on peut présumer aussi que le Pacte de Varsovie souhaitera attaquer avant 60 jours de mobilisation pour créer un certain degré de surprise stratégique, et que ses forces d'attaque subiraient des pertes plus lourdes que les forces occidentales, généralement de meilleure qualité et mieux équipées, opérant défensivement.

Tous ces événements sont bien entendu problématiques et ne peuvent être prévus. Le fait est que si l'Ouest n'est pas sérieusement dépassé, et si les commandants de l'OTAN mettent à profit leurs avantages — meil-

leure mobilité et meilleur équipement — il n'y a aucune raison pour que le Pacte de Varsovie puisse réaliser une percée profonde et massive, et moins encore les avances extrêmement rapides que posent en principe certains auteurs.

### Un meilleur équipement

L'équipement de l'OTAN est, dans l'ensemble, bien supérieur à celui du Pacte de Varsovie, en partie du fait de la doctrine soviétique d'attaque rapide qui préconise d'exploiter jusqu'à épuisement le matériel et de l'abandonner sur place, mais surtout en raison de la technologie fortement supérieure de l'Ouest — une bénédiction mitigée. Pendant longtemps, il semblait que ce pourrait être là la pierre d'achoppement qui coulerait finalement l'Ouest: le coût de ses armements de haute technologie semblait s'élever si rapidement que l'on pouvait penser qu'un jour les pays industriels avancés ne pourraient plus assumer la charge de leurs armées et de leurs marines.

Les auteurs d'études analytiques se sont toujours montrés disposés à justifier par sa qualité l'adoption d'une nouvelle arme coûteuse, voire à calculer un chiffre qui exprimerait sa supériorité en termes du nombre de contreparties soviétiques qu'elle égalerait. Mais ces mêmes chiffres n'ont jamais été réellement pris au sérieux dans le décompte du niveau des forces. En d'autres termes, les généraux étaient fort heureux de disposer d'avions et de canons plus perfectionnés, mais n'étaient pas prêts à évaluer quantitativement cet avantage. Les généraux avaient sans doute raison. Quoi qu'il en soit, les études analytiques étaient pour la plupart noircies à dessein pour vendre un projet. En outre, dans maints cas d'affrontement armé, et peut-être dans la plupart, deux vaut mieux qu'un, à moins que les technologies présentent un tel écart qu'elles se traduisent par des possibilités entièrement différentes.

Heureusement, la tendance vers des coûts unitaires en hausse constante semble au moins partiellement arrêtée. La technologie — et non pas la comptabilité ou l'analyse — vient à la rescousse. La miniaturisation (en particulier celle des ordinateurs qui permet à un système électrique de commander un système complexe de gouvernes perfectionnées) a permis de fabriquer des avions de combat modernes qui peuvent pratiquement tout faire mieux, à un coût moindre. Les armes d'infanterie

de base telles que le fusil M-16 et plusieurs mitrailleuses légères ne coûtent qu'un peu plus, dans certains cas voire moins, qu'en termes réels, que leurs contreparties de la deuxième guerre mondiale. Avec les nouveaux systèmes de guidage des missiles et des bombes, la destruction d'un objectif donné est beaucoup moins onéreuse qu'il y a quelques années. Les seules exceptions jusqu'ici semblent être la majorité des armes navales qui n'ont qu'un intérêt indirect pour le front central, et le char de bataille principal dont il semble que les nouveaux modèles coûtent autant que les navires de guerre de faible tonnage en 1940. Même ici, la technologie des blindés semble évoluer dans un sens qui rendrait les chars de la prochaine génération pratiquement invulnérables aux armes antichars actuelles et ferait ainsi du char un nouveau type d'arme, pour une augmentation de coût modérée. Ainsi, l'Ouest semble avoir dépassé la phase où le prix des matériels nouveaux est hors de sa portée, bien que rien ne permette d'assurer que les progrès marqués dans la lutte contre la hausse des coûts unitaires seront directement appliqués à l'amélioration des matériels sur le front central.

L'argument selon lequel, la qualité du matériel de l'OTAN n'est pas aussi bonne qu'elle devrait l'être se fonde sur la prémisse que d'importantes sommes d'argent, gaspillées en raison du double emploi des travaux de recherche et de développement, pourraient être plus efficacement affectées à l'achat d'armes plus nombreuses et de qualité supérieure. Rares sont les hommes politiques qui accepteraient de reconnaître qu'ils enverraient au combat des forces dotées d'armes insuffisantes en qualité comme en quantité — mais en fait tout n'est que compromis. Les budgets de tous les pays de l'OTAN sont soumis à des pressions qui pourraient réduire davantage encore le nombre et la qualité des matériels. La réponse se trouve, du moins en partie, dans la standardisation des armes et des matériels dont tous conviennent qu'elle s'impose, mais en général pour des raisons militaires plutôt que financières.

## Les grands gaspilleurs

Si les progrès n'ont pas été plus rapides (et on serait fondé à soutenir qu'il n'y a aucun progrès, mais au contraire un recul), c'est principalement en raison des pressions économiques et politiques qu'exercent dans les pays de l'Alliance les industries de fabrication qui veulent toutes main-

tenir leurs activités, employer du personnel et faire des bénéfices. Elles pensent — souvent à tort — que la recherche et le développement dans leur pays sont nécessaires pour les maintenir en activité. Ainsi les pays, même très petits, ont tendance à aller au bout de leurs possibilités, en matière de mise au point d'un produit même s'il est prouvé, dans de nombreux cas, qu'il serait moins onéreux d'acheter ce même produit chez leurs alliés. Le fait est que la recherche et le développement sont les grands « gaspilleurs » de l'Alliance — les estimations vont jusqu'à 500 millions de livres par an pour les efforts faisant double emploi — mais, après tout, c'est là où est la production que se trouvent les emplois et les profits. Il semble donc logique que la standardisation puisse être instaurée assez aisément par une sélection compétitive entre quelques prototypes et la production répartie ensuite entre les pays acheteurs. Ainsi, il devrait être possible de consacrer les mêmes sommes au matériel et de maintenir l'emploi presque à son niveau actuel, tout en obtenant des armes meilleures et plus nombreuses que dans le cadre du système peu efficace d'aujourd'hui.

Mais les traditions ont la vie dure quand il s'agit d'argent. En pratique, les grands producteurs d'armements, singulièrement les Américains, fabriquent souvent des prototypes plus rapidement que ne l'exigent les besoins militaires — en quelque sorte le monde renversé. Le grand espoir est que les économies à réaliser seront si séduisantes que les gouvernements de l'Alliance ne pourront les refuser. Si l'on prend pour exemple le récent contrat relatif au F-16, il y a lieu d'être optimiste en constatant la manière dont l'Europe a joué de son pouvoir d'achat pour s'assurer une large part de la production et presque toute la technologie avancée, et économiser ainsi le coût de son développement.

## L'INSUFFISANCE NUMÉRIQUE

L'idée que les forces de l'OTAN ne sont pas ce qu'elles devraient être se fonde sur deux axiomes: l'URSS ne peut calculer la valeur de la supériorité matérielle mieux que ne peut le faire l'Ouest, si bien qu'elle doit, elle aussi, se fier largement au nombre d'hommes et, d'autre part, même si les effectifs de l'OTAN suffisent à empêcher l'Europe d'être envahie, l'objectif de la dissuasion serait mieux servi si les forces de combat étaient suffisantes pour que les Soviétiques pensent qu'elles sont

capables de les arrêter aux avant-postes, avant qu'ils puissent atteindre le cœur industriel de l'Europe. Sans doute n'est-ce pas ainsi qu'ils perçoivent les forces actuelles.

Les Etats-Unis ont fait un pas mineur dans la bonne direction en augmentant leurs forces de combat d'une (et l'année prochaine d'une deuxième) brigade de combat qui remplace des forces d'appui de même effectif. L'inconvénient ici est qu'en échange d'une augmentation de moins de 4 % des forces de combat, l'Ouest s'engage sur une voie qui conduit au système soviétique comportant d'importantes formations de combat dotés d'un soutien minimal.

Tout donne à penser que ce changement particulier a été dicté par des considérations politiques internes et non pas par un avantage militaire particulier qui pourrait résulter d'une modification mineure du rapport entre les forces de l'avant et les services. De toute évidence, une réduction constante des organisations non-productives de l'arrière (et en particulier des états-majors de haut niveau, ces insignes gaspilleurs d'hommes) en faveur d'une augmentation du nombre des combattants est dans la logique des choses. Cependant, dire que toutes les opérations de l'arrière ne sont que gaspillage est un mythe; il n'en est manifestement pas ainsi et l'idée que toutes les réductions qui y seront apportées marquent des progrès est dangereuse. En poursuivant cette idée sans fondement aucun que l'on augmenterait ainsi l'efficacité des forces, on risquerait de perdre cet atout et de se trouver finalement dans l'incapacité de s'aligner sur le Pacte de Varsovie, en nombres d'hommes totaux comme en puissance d'appui. Dans les domaines où l'OTAN détient la supériorité, l'objectif doit être de la porter au maximum et non pas de la détruire afin d'essayer de combattre selon les méthodes soviétiques.

### Le déploiement est-il défectueux?

Le déploiement des forces de l'OTAN le long du front central est souvent perçu comme une faiblesse majeure. Le dispositif actuel remonte aux plans du Jour J de 1944: les Américains ont débarqué à droite et les Britanniques à gauche, et il en a toujours été ainsi depuis lors. Lorsque l'armée allemande a été créée à nouveau, elle a comblé les bords. Ce dispositif, soutiennent certains, est une erreur car les forces terrestres britanniques, relativement légères, se trouvent dans la plaine du Nord de

l'Allemagne, dont la défense est la plus difficile et qui constitue la voie d'invasion la plus probable, alors que les unités américaines lourdes sont basées au Sud, plus aisément défendu.

Tout cela est vrai. Mais parce que ce dispositif est l'aboutissement de nombreuses considérations empiriques, il n'est pas nécessairement mauvais, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, c'est l'armée allemande, et pas celle des Etats-Unis qui domine le front central — elle est supérieure aux forces américaines et britanniques combinées et elle est répartie à peu près également entre le Nord et le Sud. Si bien que les différences de dimensions entre les forces américaines et britanniques ont beaucoup moins d'importance que si elles étaient seules en jeu. En second lieu, l'argument qui invoque les erreurs de déploiement tient pour parole d'évangile l'idée que l'OTAN devrait être la plus forte là où il est probable que l'ennemi concentrera ses forces. L'histoire a maintes fois montré le contraire: il est préférable de concentrer ses forces sur les points faibles de l'ennemi et de le battre en détail.

Autant pour la stratégie en chambre, mais qu'en est-il du front central? L'idée ici est que dans l'éventualité d'une invasion du Pacte de Varsovie à travers la plaine du nord, les Américains devraient lancer leurs chars sur l'une des deux voies d'invasion (le corridor de Hof ou le défilé de Fulda), pousser activement vers Berlin à travers les arrières soviétiques et voir quelle serait leur réaction. Qu'adviendrait-il alors? La raison est aussi spéculative que l'est tout plan de bataille, mais il semble clair que cette possibilité est raisonnable et que la menace qu'elle ferait peser retiendrait sur place ou épuiserait sans doute autrement au moins autant de forces du Pacte de Varsovie que ne le feraient ces mêmes forces américaines si elles étaient stationnées au nord à la place de l'armée britannique.

Un argument plus convaincant peut être présenté à l'appui des erreurs de déploiement; il se fonde sur le fait qu'un petit nombre seulement des unités de combat sur le front central sont très proches de leurs positions défensives définitives; elles doivent pour la plupart parcourir une certaine distance vers l'Est pour y parvenir.

Les raisons en sont également d'ordre historique et financier: les forces sont stationnées là où des casernes sont déjà construites et où il existe des terrains qu'elles peuvent occuper à prix relativement bas. Les déplacer impliquerait maintenant l'achat de terres arables coûteuses (peut-être

même de quelques villes toutes entières), la construction de nouvelles casernes, et ainsi de suite. Cela est hors de question. Cependant, ce problème a également été parfois exagéré.

Tout mouvement d'une armée est difficile et long, mais pour attaquer, l'ennemi devra se déplacer, lui aussi — sans doute sur une plus grande distance et de manière plus compliquée. En général, il est préférable qu'une armée, même défensive, soit prête à faire mouvement « au son du canon » et n'ait pas pris définitivement racine dans une position. La notion de mobilité a maintenant influencé les conceptions de toute une génération de chefs militaires de l'OTAN. Si toutes leurs armées étaient restées pendant trente ans sur leurs positions défensives définitives, on ne peut guère penser qu'elles seraient prêtes à faire mouvement en cas de besoin.

## Deux problèmes sérieux

Si le nombre total d'hommes et les dispositifs de déploiement ne sont pas aussi inquiétants qu'on le dit couramment et si l'équipement est meilleur, l'OTAN n'en affronte pas moins deux problèmes sérieux — l'emplacement peu satisfaisant de ses lignes de ravitaillement principales — elles sont parallèles au front et assez proches de lui — et la réelle supériorité du Pacte de Varsovie en matière de chars.

Le problème des lignes d'approvisionnement ne peut être bien résolu sans le concours de la France. La perte de cette zone de communication vitale a été, pour l'OTAN, le plus grand inconvénient de son renvoi par le général de Gaule en 1967. Si, d'après certains indices, la France s'oriente vers une plus étroite coopération au sein de l'Alliance, rien n'indique qu'elle pense à rejoindre l'organisation intégrée. Aussi longtemps qu'elle ne le fera pas, il n'y a peut-être aucun espoir de rouvrir cette ligne d'approvisionnement. Cependant, étant donné son extrême importance, tous les efforts devraient être prodigués pour y établir des communications, sous une forme quelconque, ainsi certaines zones de stockage, ne serait-ce qu'à titre de réserves. Une telle mesure est sans rapport aucun avec le commandement des forces françaises et il devrait être possible de prendre des dispositions à cette fin avec un peuple rationnel qui sait parfaitement qu'il ne pourra pas refuser de s'engager en cas de guerre avec le Pacte de Varsovie.

Le problème des chars est moins ardu mais, en pratique, il ne peut être résolu à court terme. Peut-être risque-t-il de compromettre, pour l'OTAN, tout espoir de freiner une attaque du Pacte de Varsovie et de le contraindre à une guerre d'usure que celui-ci perdrait sûrement. La supériorité du Pacte de Varsovie en matière de chars est aujourd'hui de 16 000 contre 7000 et atteindrait le rapport de 3 contre 1 après la mobilisation. Cependant, les chars soviétiques (qu'utilisent tous les pays du Pacte de Varsovie) ne sont pas aussi fortement blindés, ni aussi rapides que ceux de l'OTAN et leur armement n'est pas aussi bon. Leur parcours moyen entre pannes est sensiblement inférieur, de l'ordre de 100 milles contre 150. Ce dernier facteur constitue un argument puissant à l'encontre de ceux qui prévoient une avance rapide du Pacte de Varsovie et une guerre courte comme celle qu'il espère manifestement mener. L'OTAN possède des armes antichars supérieures, et l'introduction de l'avion A-10, un avion antichars spécialement construit à cette fin, constitue un nouvel atout. Ceci dit, néanmoins, l'OTAN est sensiblement dépassée, en ce qui concerne le nombre de chars, les plus importantes armes de combat au sol.

A l'avenir, les principaux dangers, qui menacent l'Alliance, semblent être les difficultés économiques qu'affrontent à des degrés variables, toutes les nations membres et aussi la possibilité que les bruits de détente bercent une nouvelle génération de dirigeants de l'illusion que les forces massives du Pacte de Varsovie — conçues à tous égards pour des opérations offensives — sont réellement là parce qu'elles redoutent une attaque de l'Ouest. Un autre danger, découlant de ceux-ci, est que les notions trompeuses concernant la faiblesse de l'OTAN sur le front central créent un sentiment de désespoir et l'amènent à se fier davantage encore à l'arme nucléaire au lieu de l'encourager à apporter, sur ce front, des améliorations qui feraient des forces conventionnelles de l'Alliance un moyen de dissuasion majeur.

J. M.